

LE JOUR, 1951
14 JUILLET 1951

QUESTIONS ECONOMIQUES – ORIGINE ET PORTEE D'UNE CRISE

Pour aboutir à quelque résultat, des négociations économiques entre le Liban et la Syrie supposent une longue patience. Cela est dans la nature des choses et nous l'écrivons depuis longtemps. Chacun des deux pays a ses nécessités et ses besoins. Chacun a son orientation économique commandée par la géographie et par l'histoire.

Les négociations reprendront comme il est juste qu'elles reprennent ; mais ce n'est pas leur résultat qui détendra la situation actuelle tant en Syrie qu'au Liban. La vérité est que, depuis la guerre de Corée, la Syrie a trop produit sur le plan industriel pour les débouchés étroits dont elle dispose ; elle a trop acheté. Le Liban a beaucoup acheté lui aussi. Des deux pays, c'est le Liban qui a acheté le mieux, sans doute : mais les deux pays souffrent d'indigestion aujourd'hui. Atteints de la même intoxication, ils ne peuvent être que de peu de secours l'un pour l'autre.

Aux jours de l'Empire ottoman, il y a quelque quarante ans, on a vu des crises commerciales aiguës en Syrie et au Liban : on ne pouvait pas imputer ces crises alors à l'étroitesse du marché. Beyrouth vendait librement de l'extrémité de l'Asie Mineure à l'extrémité de l'Arabie. Et cependant les crises se produisaient. Leur origine était dans un malaise plus vaste qui pouvait atteindre les dimensions du monde.

C'est dans une certaine mesure le cas aujourd'hui. La guerre de Corée a partout poussé au stockage, au-delà de ce que demandait la consommation. Des achats spéculatifs ont eu lieu et qui se défendaient. Mais les circonstances ont maintenant changé et les stocks pèsent sur ces marchés. Le Liban, qui se débrouille toujours, reste un des pays les moins menacés par la congestion. Il y aura des pertes comme il y a eu des profits : le bilan restera positif si on le considère dans l'ensemble.

Le rôle du gouvernement, chez nous comme ailleurs, est d'atténuer la difficulté là où il le peut. C'est à vrai dire une double difficulté : d'une part, celle qui résulte de la régression des prix et du poids des stocks dans le monde. C'est une question d'aménagement raisonnable du crédit tout à fait étrangère à nos relations avec la Syrie ; d'autre part, celle qui a pour origine la rupture douanière et économique dont la Syrie a pris brutalement l'initiative. Là, il s'agit d'assurer l'adaptation du secteur libanais atteint par la rupture, et il est assez limité.

C'est surtout une question de débouchés pour un petit nombre de produits agricoles, et la solution est relativement facile. Un plan un peu large et cohérent y pourvoirait sans retard. Mais chez nous, les gouvernements aiment donner des ordres sans s'inquiéter beaucoup de la façon dont les ordres s'exécutent. Ils ne savent pas mettre un plan en application et suivre sa réalisation jusqu'au bout. Nul n'ignore, par exemple, que les fonds destinés il y a quelques mois à soulager les ennuis agricoles de nos compatriotes tripolitains ont été employés de façon discutable. Et la politique fondamentale de ce pays se désagrège lamentablement en une masse de petits intérêts sans gloire.

Nos relations économiques avec la Syrie, c'est la marche même de la vie qui leur donnera un équilibre. Il s'agit pour l'instant de sortir de la propagande pure et de rendre à la logique ses droits.

Un diktat économique syrien, personne n'est prêt à le subir au Liban et personne n'en a besoin, au demeurant. Notre balance des comptes est favorable, et les devises sont en baisse malgré le règlement massif des marchandises achetées à l'extérieur. C'est le signe même de l'ordre et de la santé. Qu'il faille plus de temps pour consommer ces marchandises, nous le reconnaissons volontiers. Mais l'heure du commerçant viendra.

Le commerçant libanais à toujours des issues qu'il doit à sa vaste expérience. Il est stupide de se laisser persuader qu'on va se noyer quand on est le meilleur nageur du monde.